Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS
Protection de la vie privée dans un monde en réseau
Un cadre européen relatif à la protection des données, adapté aux défis du 21e siècle
COM(2012)0009
adoptée par la Commission européenne le 25 janvier 2012

Proposition de
RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données)
COM(2012)0011
adoptée par la Commission européenne le 25 janvier 2012

Proposition de
DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données
COM(2012)0010
adoptée par la Commission européenne le 25 janvier 2012

Synthèse
La Commission européenne entend, par sa proposition de règlement, adapter le cadre législatif régissant la protection des données à caractère personnel aux conditions technologiques actuelles et parvenir ainsi, d'une part, à renforcer la confiance du consommateur par un contrôle accru et, d'autre part, à stimuler l'économie numérique.
Sa proposition de directive vise à fixer des règles générales pour la protection des données à caractère personnel dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Contexte

Le 24 octobre 1995, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, mieux connue sous le nom de directive « vie privée »[1]. Cette

[1] Journal officiel n° L281 du 23 novembre 1995.

directive a été transposée en droit belge par la loi du 11 décembre 1998[2]. Concrètement, on a, pour ce faire, remanié en profondeur la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, généralement appelée « loi sur la protection de la vie privée ».

Le 27 novembre 2008, le Conseil a approuvé la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Dans sa communication «Une approche globale de la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne» du 4 novembre 2010[3], la Commission européenne constatait que *"l'évolution technologique rapide et la mondialisation (...) nous posent de nouveaux défis en matière de protection des données à caractère personnel"* et qu'elle avait dès lors soumis la législation existante à une évaluation. Il en est ressorti que, si les lignes de force du cadre législatif restaient intactes, plusieurs problèmes s'étaient posés, comme – entre autres – l'internationalisation croissante de la problématique et l'internet désormais omniprésent. Il convenait donc d'actualiser le cadre législatif existant. Cette initiative a suscité des réactions de la part du ministre britannique de la Justice qui, le 26 mai 2011, a affirmé que la protection des données à caractère personnel devrait relever des États membres[4], et de la part du Parlement européen, qui a réclamé, dans une résolution du 6 juillet 2011, des règles plus strictes[5].

Contenu des documents

La *communication* ***COM(2012)0009*** "Protection de la vie privée dans un monde en réseau - Un cadre européen relatif à la protection des données, adapté aux défis du 21e siècle" contient une introduction générale et les rétroactes de la problématique. Elle établit un lien clair avec l'économie. D'une part, elle met l'accent, dans ce cadre, sur l'augmentation des achats en ligne à la suite de la confiance accrue des consommateurs et, d'autre part, elle laisse entrevoir un allègement des charges administratives pour les entreprises[6]. La Commission européenne évalue ces charges à 2,3 milliards d'euros par an[7].

*

Par le biais de sa ***proposition de règlement COM(2012)0011***, la Commission européenne entend abroger et remplacer la directive 95/49/CE du 24 octobre 1995. Cette proposition semble dès lors de loin le texte le plus important du paquet.

---

[2] Intitulé complet: loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données – *Moniteur belge* du 3 février 1999.

[3] COM(2010)0609 – p. 2 à 5

[4] *http://www.justice.gov.uk/news/features/feature260511b* - consulté le 14 mars 2012

[5] *http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0323+0+DOC+XML+V0//FR* – consulté le 14 mars 2012

[6] COM(2010)0009 – p. 2

[7] Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/46 du 25 janvier 2012 – p. 1

La Commission européenne a basé sa proposition sur l'article 16.2. du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)[8] et justifie son choix d'un règlement en affirmant qu'il s'agit de l'instrument juridique le plus indiqué pour lutter contre la fragmentation des prescriptions nationales, qui remettrait en question les objectifs économiques.

Le texte de la proposition comprend 91 articles répartis en 11 chapitres.

Il ressort d'une analyse générale que, d'une part, les éléments basés sur la directive initiale sont élaborés de manière plus détaillée et que, d'autre part, les nouvelles prescriptions sont formulées de manière beaucoup plus stricte.

Dans le cadre d'une analyse plus ciblée, il nous a paru plus intéressant de nous attarder sur les principales différences existant entre le texte proposé et celui de la directive 95/49/CE, plutôt que de se limiter à une énumération des différents points. Dans ce cadre, les points suivants doivent retenir l'attention :

- le règlement porte uniquement sur les données relatives aux personnes physiques (art. 1.1.) ;
- un responsable non établi dans l'Union ne peut traiter des données que dans un contexte commercial (éventuellement futur) (art. 3.2.) ;
- les définitions de nouvelles notions (art. 4(9) à 4(19)), telles que «violation de données à caractère personnel», « données génétiques », « données biométriques » et « enfant » (respectivement art. 4(9), 4(11) et 4(18)) ;
- le traitement de données relatives à des enfants âgés de moins de 13 ans n'est autorisé qu'à certaines conditions (art. 8.1.) ;
- les données doivent être traitées de façon transparente (art. 11) ;
- le responsable doit faire en sorte que les personnes concernées puissent exercer leurs droits (art. 12) ;
- la communication à la personne concernée comporte désormais aussi la durée de conservation et la possibilité d'introduire une réclamation et de s'opposer à toute autre diffusion (respectivement art. 14.1.(c), (e) et (g)) ;
- la réponse à l'exercice du droit d'accès comporte également la durée de conservation et la possibilité d'introduire une réclamation (respectivement art. 15.1.(d) et (f) ;
- le droit à l'oubli (art. 17) ;
- le droit à la portabilité des données traitées (art. 18) ;
- le droit d'opposition à l'utilisation des données à des fins de marketing direct (art. 19.2.) ;
- la limitation des droits de la personne concernée dans le cadre d'un manquement à la déontologie des professions réglementées (art. 21.1.(d)) ;
- le responsable doit prouver que les prescriptions du règlement sont respectées (art. 22 et 23) ;
- en cas de pluralité de responsables, la part de chacun est fixée (art. 24);
- les responsables qui ne sont pas établis dans l'UE désignent un représentant (art. 25);
- l'obligation de notification à l'autorité de contrôle est remplacée par une obligation de documentation (art. 28);
- réglementation de la coopération du responsable avec l'autorité de contrôle (art. 29);
- obligation pour le responsable de notifier les violations à l'autorité de contrôle et à la personne concernée (art. 31 et 32);

---

[8] *Article 16.2. « Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, fixent les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que par les États membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, et à la libre circulation de ces données. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'autorités indépendantes. Les règles adoptées sur la base du présent article sont sans préjudice des règles spécifiques prévues à l'article 39 du traité sur l'Union européenne. »*

- une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel est réalisée dans des cas particuliers (art. 33);
- délégué à la protection des données (art. 35 à 37);
- certification en matière de protection des données (art. 39);
- un transfert de données à un pays tiers ou à une organisation internationale ne peut avoir lieu qu'après qu'il a été constaté que les conditions énoncées dans le règlement sont respectées (art. 40);
- la Commission européenne et les autorités de contrôle nationales mettent sur pied des mécanismes de coopération dans le contexte du transfert d'informations (art. 45);
- l'autorité/les autorités nationale(s) est/sont instaurée(s) par la loi et ses/leurs membres sont nommés par le Parlement ou par le gouvernement de l'État membre (respectivement art. 49 et 48.1.);
- en cas de pluralité de responsables dans différents États membres, l'autorité nationale de l'établissement principal du responsable est compétente (il s'agit du principe du « guichet unique ») (art. 51.2.);
- l'autorité nationale n'est pas compétente pour les traitements effectués par les juridictions (art. 51.3.);
- les autorités nationales de différents États membres peuvent organiser des opérations et prendre des mesures conjointes (art. 56 à 63);
- le « groupe de travail article 29 » est remplacé par le « Comité européen de la protection des données » (art. 64 à 72);
- les réclamations peuvent également être introduites auprès d'autorités nationales étrangères ; il est également possible d'intenter des actions devant des juridictions (respectivement art. 73.1. et 75.2.);
- l'autorité nationale est habilitée à infliger des sanctions administratives (qui peuvent aller d'un avertissement à un amende représentant 2% du chiffre d'affaires annuel mondial du responsable) (art. 79).

Enfin, l'article 86 reprend la liste des actes délégués à la Commission européenne.

*

La ***proposition de directive COM(2012)0010*** vise à supprimer et à remplacer la décision-cadre 2008/977/JAI du 27 novembre 2008. La proposition a exclusivement trait au traitement de données à caractère personnel pour la prévention, la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales et l'exécution de peines par les autorités compétentes.

La Commission européenne a également basé cette proposition sur l'article 16.2. du TFUE. (voir note de bas de page n° 8).

La proposition comprend 64 articles classés en 10 chapitres.

Il ressort d'une analyse générale que les articles proposés se répartissent en trois catégories : (1) éléments fondés sur la décision-cadre initiale, mais (beaucoup) plus détaillés ; (2) modifications visant à aligner la proposition de directive *mutatis mutandis* sur le règlement ; et (3) un certain nombre de nouveautés spécifiques tant par rapport au texte à remplacer que par rapport à la proposition de règlement. Voici un aperçu du contenu de cette dernière catégorie :

- le champ d'application n'est plus limité au traitement transfrontière de données (art. 2.1.) ;
- les personnes concernées sont subdivisées en suspects, condamnés, victimes, complices et témoins (art. 5) ;
- la personne concernée peut obtenir une copie de ses données à caractère personnel (art. 12.2.) ;
- un État membre peut étendre les compétences de l'autorité nationale de contrôle au contexte de cette directive (art. 39.2.) ;
- les compétences du « comité européen de la protection des données » sont élargies de manière à inclure le champ d'application de la directive (art. 49) ;
- les accords internationaux conclus par les États membres avant l'entrée en vigueur de cette directive seront modifiés dans un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur (art. 60).

Subsidiarité

En ce qui concerne sa ***proposition de règlement, COM 2012)0011***, la Commission européenne indique que l'objectif de garantir le même niveau de protection du droit à la protection des données à caractère personnel dans l'ensemble de l'Union européenne ne peut être atteint qu'à condition d'appliquer des règles communes au niveau de l'Union.

Celles-ci garantiront en outre un niveau de protection identique lors du transfert de ces données à des tiers.

Enfin, l'Union argue que les États membres ne pourront résoudre seuls ces problèmes en raison du caractère multinational de la problématique.

*

La justification de la ***proposition de directive COM(2012)0010*** va, bien sûr, largement dans le même sens, même si elle met davantage l'accent sur l'échange de données afin de prévenir et de combattre la criminalité transnationale et le terrorisme.

Autres opinions

Les réactions jusqu'à présent disponibles concernent presque exclusivement le document COM(2012)0011, la proposition de règlement. Globalement, si le principe général fait presque l'unanimité, des problèmes sont attendus lors de son exécution. En voici un aperçu chronologique:

Le 25 janvier 2012, ***M. Hans-Peter Friedrich, ministre allemand de l'Intérieur,*** salue dans un communiqué de presse l'initiative de la Commission européenne. Il ajoute néanmoins, en ce qui concerne la proposition de règlement, que (1) il faut distinguer les personnes privées des grands acteurs, tels que *Google* et *Facebook*, (2) la liberté d'expression ne peut être remise en cause, (3) le traitement des données en matière publicitaire doit être réglementé et (4) les normes en matière de protection des données doivent être confrontées avec les circonstances concrètes. M. Friedrich redoute par ailleurs de gros problèmes en ce qui concerne l'application pratique des règles proposées en matière de traitement des données policières et judiciaires[9].

Le même jour, ***le contrôleur européen de la protection des données*** affirme dans un communiqué de presse que la proposition de règlement constitue un progrès important, mais qu'il n'arrive pas à comprendre comment la Commission européenne n'est pas parvenue à rassembler en un seul texte l'ensemble de la problématique[10].

---

[9] *http://www.bmi.bund.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2012/01/datenschutz.html* (en allemand) - consulté le 15 mars 2012

[10] *http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/webdav/site/mySite/shared/Documents/EDPS/PressNews/Press/2012/EDPS-2012-07_DPReform_package_FR.pdf* (en français) – consulté le 15 mars 2012

À la même date, le ***Bureau européen des Unions de consommateurs (BEUC)***[11], et l' ***European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO),***[12] ont pleinement souscrit à la proposition de la Commission.

Le 25 janvier 2012 encore, la ***Business Software Alliance (BSA)*** qualifie la réglementation proposée de trop rigide et de danger pour l'innovation technologique[13].

Dans un article du 27 janvier 2012, EurActiv annonce qu'il ressort d'un document informel de l'***US Commerce Department*** que les autorités américaines sont préoccupées par les dispositions en projet[14].

Dans sa *résolution européenne n° 105* du 4 mars 2012, le **Sénat français** rend un avis de subsidiarité négatif sur la proposition de règlement. Concrètement, cette assemblée s'offusque de la multiplication des délégations de compétence ainsi que du principe du guichet unique[15].

Le 8 mars 2012 nous est parvenue la copie de l'avis que la ***Commission de la protection de la vie privée*** a adressé à la présidente et à l'Europromoteur de la commission de la Justice de la Chambre. Dans ce document, on peut lire que le choix des instances européennes en faveur d'un règlement comme instrument juridique n'est pas conforme au principe de subsidiarité « *dans la mesure où celui-ci (...) influencerait ou modifierait globalement les traitements, existants aujourd'hui, de données à caractère personnel par le secteur public* ». « *En particulier* », peut-on encore lire, « *il faut penser au mécanisme de contrôle des comités sectoriels (...) qui prévoient des « autorisations » avant que l'on puisse exécuter des traitements de données à caractère personnel. Une telle autorisation n'est pas admise par la proposition à l'examen* » (traduction). De surcroît, la Commission de la protection de la vie privée craint que l'utilisation d'une identification unique comme le numéro de registre national ne pose des problèmes.

À la même date, le ***Working Party on Information Exchange and Data Protection (DAPIX),*** un groupe de travail créé au sein du Conseil, déclare être d'accord pour considérer que la législation actuelle doit être mise à jour. Il formule cependant des critiques à l'encontre – notamment - (1) de la forme de l'initiative retenue (la Belgique a toutefois annoncé dans ce cadre une réserve d'examen), (2) du grand nombre de délégations de compétence à la Commission européenne, (3) d'un possible conflit avec des prescriptions existantes (publicité des documents et liberté de la presse), (4) du rôle important de l'autorité nationale et (5) du système du guichet unique[16];

Pour plus d'informations

---

11 http://www.beuc.org/BEUCNoFrame/Docs/1/NACCJFLAGAPIDOGPFFMPCHLHPDWY9DBDGW9DW3571KM/BEUC/docs/DLS/2012-00048-01-E.pdf (en anglais) – consulté le 15 mars 2012

12 http://www.etno.be/Default.aspx?tabid=2464 (en anglais) – consulté le 15 mats 2012 – Belgacom, Orange et KPN, notamment, font partie de cette association.

13 http://www.bsa.org/country/News%20and%20Events/News%20Archives/EU/2012/EU-01252012-digitalinnovation.aspx (en anglais) - consulté le 15 mars 2012 – BSA est une organisation commerciale à but non lucratif qui défend les intérêts du marché des logiciels et des fournisseurs de matériel informatique et dont font notamment partie Adobe, Siemens et Intel.

14 http://www.edri.org/files/US_lobbying16012012_0000.pdf (en anglais) - consulté le 15 mars 2012.

15 http://www.senat.fr/leg/tas11-105.html (en français) - consulté le 15 mars 2012.

16 Document du Conseil 7221/12 du 8 mars 2012 (en anglais) – consulté le 14 mars 2012

Les documents de la Commission européenne sont consultables sur :

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0009:FIN:FR:PDF
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0011:FIN:FR:PDF
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0010:FIN:FR:PDF

Dans son courrier du 14 février 2012, le Secrétariat général de la Commission européenne indique que les parlements nationaux disposent de huit semaines pour formuler leurs éventuelles **objections en matière de subsidiarité** à propos d'un ou des deux textes proposés. Ce délai expire le **10 avril 2012**.

Descripteurs Eurovoc	
Communication	*données personnelles – coopération judiciaire UE – technologie de l'information – société de l'information – coopération policière UE - respect de la vie privée – protection des données*
Proposition de règlement	*communication des données – technologie de l'information – données personnelles - numérisation – administration électronique – société de l'information – protection de la vie privée – protection des données – transmission de données – commerce électronique – application de l'informatique*
Proposition de directive	*communication des données – protection des données – protection de la vie privée – coopération policière UE – coopération judiciaire UE – lutte contre la délinquance – lutte contre le crime – données personnelles*

Rédaction: Carlos Demeyere – 16.III.2012 - tél. 02/549.81.33 – *carlos.demeyere@dekamer.be*

Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE RAAD, HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ EN HET COMITÉ VAN DE REGIO'S
Privacywaarborging in het online tijdperk
Een Europees gegevensbeschermingskader voor de 21e eeuw
COM(2012)0009
aangenomen door de Europese Commissie op 25 januari 2012

Voorstel voor een
VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens
(algemene verordening gegevensbescherming)
COM(2012)0011
aangenomen door de Europese Commissie op 25 januari 2012

Voorstel voor een
RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens
COM(2012)0010
aangenomen door de Europese Commissie op 25 januari 2012

Executive summary
De Europese Commissie wil met haar voorstel voor een verordening het wetgevingskader voor de bescherming van persoonsgegevens aanpassen aan de huidige technologische omstandigheden en zo, enerzijds, het vertrouwen van de consument verhogen door meer controle en, anderzijds, de digitale economie stimuleren.
Met haar voorstel voor een richtlijn zullen algemene regels worden vastgelegd voor de bescherming van persoonsgegevens in het kader van politiële en justitiële samenwerking in strafzaken.

Achtergrond

Op 24 oktober 1995 namen het Europees Parlement en de Raad de richtlijn 95/49/EG betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens

en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, beter gekend als de "Privacyrichtlijn"[1]. Deze richtlijn werd met de wet van 11 december 1998[2] in Belgisch recht omgezet. *In concreto* werd hiervoor de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, de zogenaamde "Privacywet", grondig herwerkt.

Op 27 november 2008 nam de Raad het Kaderbesluit 2008/977/JBZ over de bescherming van persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de politiële en justitiële samenwerking in strafzaken.

In haar mededeling "Een integrale aanpak van de bescherming van persoonsgegevens in de Europese Unie" van 4 november 2010[3] stelt de Europese Commissie dat "*de snelle technologische ontwikkelingen en de globalisering (..) nieuwe uitdagingen in het leven geroepen <hebben> met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens*" en dat zij daarom de bestaande wetgeving aan een evaluatie had laten onderwerpen. Hieruit was gebleken dat de krachtlijnen van het wettelijk kader weliswaar nog overeind stonden maar dat verscheidene knelpunten waren opgedoken, zoals – onder anderen – de toegenomen internationalisering van de problematiek en het alomtegenwoordig geworden internet. Een update van het bestaande wettelijk kader was dus nodig. Reacties hierop kwamen er op 26 mei 2011 van de Britse minister van Justitie die stelde dat de bescherming van persoonsgegevens een zaak van de lidstaten zou moeten worden[4] en van het Europees Parlement dat op 6 juli 2011 in een resolutie strengere regels[5] vroeg.

Inhoud van de documenten

De ***mededeling COM(2012)0009*** "Privacywaarborging in het online tijdperk - Een Europees gegevensbeschermingskader voor de 21e eeuw" bevat de algemene inleiding op en een situering van de problematiek. Hierbij wordt een duidelijke link naar de economie gelegd. Enerzijds wordt in dit kader gewezen op een toename van de online-aankopen ingevolge het toegenomen vertrouwen van de consument en anderzijds ziet men een vermindering van de administratieve lasten voor de bedrijven in het verschiet[6]. Deze laatste worden door de Europese Commissie op 2,3 miljard euro per jaar geraamd[7].

*

Met haar ***voorstel voor een verordening COM(2012)0011*** wil de Europese Commissie de richtlijn 95/49/EG van 24 oktober 1995 opheffen en vervangen. Dit lijkt dan ook veruit de belangrijkste tekst van het pakket.

---

[1] Publicatieblad L281 van 23 november 1995

[2] voluit: de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/49/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens – *Belgisch Staatsblad* van 3 februari 1999

[3] COM(2010)0609 – blz. 2 tot 5

[4] http://www.justice.gov.uk/news/features/feature260511b - geraadpleegd op 14 maart 2012

[5] http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0323+0+DOC+XML+V0//NL – geraadpleegd op 14 maart 2012

[6] COM(2010)0009 – blz. 2

[7] persbericht van de Europese Commissie IP/12/46 van 25 januari 2012 – blz. 1

De Europese Commissie heeft het voorstel gebaseerd op artikel 16.2. van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU)[8] en verantwoordt haar keuze voor een verordening door te stellen dat zij dit rechtsinstrument het meest aangewezen acht om de fragmentatie van de nationale voorschriften, die de economische doelstellingen in het gedrang zou brengen, tegen te gaan.

De tekst van het voorstel beslaat 91 artikelen die onder 11 hoofdstukken gerangschikt werden.

Uit een algemene analyse blijkt dat de op de initiële richtlijn gestoelde elementen gedetailleerder zijn uitgewerkt, enerzijds, en dat de nieuwe voorschriften veel strikter geformuleerd zijn, anderzijds.

Bij de meer gerichte analyse leek het ons interessanter om stil te staan bij de belangrijkste verschillen tussen de ontworpen tekst en deze van de richtlijn 95/49/EG eerder dan een loutere opsomming te geven van de verschillende items. In dit kader verdienen de volgende punten onder de aandacht gebracht te worden:

- de verordening slaat uitsluitend op gegevens betreffende natuurlijke personen (art. 1.1.);
- een niet in de Unie wonende verantwoordelijke kan slechts gegevens verwerken in een (eventueel toekomstige) commerciële context (art. 3.2.);
- de definities voor nieuwe noties (art. 4(9) tot 4(19)), waaronder deze voor "inbreuk in verband met persoonsgegevens", "genetische gegevens", "biometrische gegevens" en "kind" (resp. art. 4(9) tot 4(11) en 4(18));
- de verwerking van gegevens betreffende kinderen jonger dan 13 kan slechts onder voorwaarden (art.8.1.);
- gegevens moeten op een transparante manier verwerkt worden (art. 11);
- de verantwoordelijke moet instaan voor de uitoefening van rechten door betrokkene (art. 12);
- de melding aan betrokkene bevat voortaan ook de opslagperiode en de mogelijkheid tot het indienen van een klacht en een bezwaar tegen verdere verspreiding (resp. art. 14.1.(c), (e) en (g));
- het antwoord op de uitoefening van het recht op toegang bevat ook de opslagperiode en de mogelijkheid tot het indienen van een klacht (resp. art. 15.1.(d) en (f));
- het recht om te worden vergeten (art. 17);
- het recht op de overdraagbaarheid van de verwerkte gegevens (art. 18);
- het recht van bezwaar tegen het gebruik van de gegevens voor *direct marketing* (art. 19.2.);
- de beperking van de rechten van betrokkene in het kader van een schending van de beroepscode voor gereglementeerde beroepen (art. 21.1.(d));
- de verantwoordelijke moet bewijzen dat aan de voorschriften van de verordening is voldaan (artt. 22 en 23);
- bij meerdere verantwoordelijken wordt eenieders aandeel bepaald (art. 24);
- niet in de EU gevestigde verantwoordelijken wijzen een vertegenwoordiger aan (art. 25);
- de vervanging van de aanmeldingsplicht bij de toezichthoudende autoriteit door een documentatieplicht (art. 28);
- de regeling van de medewerking van de verantwoordelijke met de toezichthoudende autoriteit (art. 29);

---

[8] Artikel 16.2. "*Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure de voorschriften vast betreffende de bescherming van natuurlijke personen ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens door de instellingen, organen en instanties van de Unie, alsook door de lidstaten, bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van het recht van de Unie vallen, alsmede de voorschriften betreffende het vrij verkeer van die gegevens. Op de naleving van deze voorschriften wordt toezicht uitgeoefend door onafhankelijke autoriteiten.*
De op basis van dit artikel vastgestelde voorschriften doen geen afbreuk aan de in artikel 39 van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde specifieke voorschriften."

- de meldingsplicht voor de verantwoordelijke van inbreuken aan de toezichthoudende autoriteit en aan betrokkene (artt. 31 en 32);
- in bijzondere gevallen wordt een privacyeffectbeoordeling uitgevoerd (art. 33);
- de functionaris voor gegevensbescherming (artt. 35 tot 37);
- de certificering van de gegevensbescherming (art. 39);
- gegevens worden slechts naar een derde land of internationale organisatie doorgegeven nadat werd vastgesteld dat de voorwaarden van de verordening nageleefd worden (art. 40);
- de Europese Commissie en de nationale autoriteiten zetten in de context van de doorgifte van gegevens samenwerkingsmechanismen op (art. 45);
- de nationale autoriteit(en) word(t)(en) bij wet ingesteld en de leden ervan worden door het parlement of door de regering van de lidstaat benoemd (resp. artt. 49 en 48.1.);
- bij meerdere verantwoordelijken in verschillende lidstaten is de nationale autoriteit van de belangrijkste vestiging van de verantwoordelijke bevoegd (= het zgn. "één-loket-principe") (art. 51.2.);
- de nationale autoriteit is niet bevoegd voor de verwerking door gerechtelijke overheden (art. 51.3.);
- nationale autoriteiten uit verschillende lidstaten kunnen gezamenlijk operaties opzetten en maatregelen nemen (artt. 56 tot 63);
- de "Werkgroep artikel 29" wordt vervangen door het "Europees Comité voor gegevensbescherming" (artt. 64 tot 72);
- klachten kunnen ook bij buitenlandse nationale autoriteiten worden ingediend; hetzelfde geldt voor vorderingen bij gerechtelijke instanties (resp. artt. 73.1. en 75.2.);
- de nationale autoriteit kan administratieve sancties opleggen (van een waarschuwing tot een geldboete van 2% van de jaarlijkse wereldwijde omzet van de verantwoordelijke) (artt. 79).

Ten slotte bevat art. 86 de lijst met bevoegdheidsdelegaties aan de Europese Commissie.

*

Het ***voorstel voor een richtlijn COM(2012)0010*** beoogt het Kaderbesluit 2008/977/JBZ van 27 november 2008 op te heffen en te vervangen. Het betreft uitsluitend de verwerking van persoonsgegevens bij het voorkomen, onderzoeken, opsporen en vervolgen van strafbare feiten en het ten uitvoerleggen van straffen door de bevoegde overheden.

Ook dit voorstel heeft de Europese Commissie op artikel 16.2. van het VWEU gebaseerd (zie voetnoot 8).

Het voorstel omvat 64 onder 10 hoofdstukken gerangschikte artikelen.

Uit een algemene analyse blijkt dat de ontworpen artikelen in drie categorieën uiteenvallen: (1) op het initiële kaderbesluit gestoelde elementen die weliswaar (veel) gedetailleerder zijn uitgewerkt; (2) wijzigingen om het voorstel van richtlijn *mutatis mutandis* in lijn te brengen met de verordening en (3) een aantal specifieke nieuwigheden ten aanzien van zowel de te vervangen tekst als van het voorstel van verordening. Een overzicht van deze laatste categorie:

- het toepassingsgebied is niet langer beperkt tot de grensoverschrijdende gegevensverwerking (art. 2.1.);
- betrokkenen worden onderverdeeld in verdachten, veroordeelden, slachtoffers, medeplichtigen en getuigen (art. 5);
- betrokkene kan rechtstreeks een kopie bekomen van zijn persoonsgegevens (art. 12.2.);
- een lidstaat kan de bevoegdheid van de nationale autoriteit van de verordening tot deze context uitbreiden (art. 39.2.);
- de bevoegdheden van het "Europees Comité voor gegevensbescherming" worden tot deze richtlijn uitgebreid (art. 49);

- de door de lidstaten voorafgaandelijk aan deze richtlijn afgesloten internationale overeenkomsten worden binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van deze richtlijn gewijzigd (art. 60).

Subsidiariteit

Met betrekking tot haar ***voorstel voor een verordening, COM(2012)0011,*** stelt de Europese Commissie dat de doelstelling om het recht op de bescherming van de persoonsgegevens in de hele Europese Unie in dezelfde mate te beschermen slechts bereikt kan worden indien op het niveau van de Unie gemeenschappelijke regels gelden.

Deze zullen daarenboven een gelijk beschermingsniveau waarborgen bij doorgifte van deze gegevens aan derden.

Ten slotte argumenteert zij dat problemen niet door de lidstaten afzonderlijk verholpen kunnen worden wegens het multinationale karakter van de problematiek.

*

De verantwoording voor het ***voorstel voor een richtlijn, COM(2012)0010,*** loopt vanzelfsprekend grotendeels gelijk zij het dat hier een zekere klemtoon gelegd wordt op de uitwisseling in het kader van het voorkomen en bestrijden van grensoverschrijdende criminaliteit en terrorisme.

Andere opinies

De tot dusver beschikbare reacties slaan bijna uitsluitend op het document COM(2012)0011, het voorstel voor een verordening. Algemeen kan gesteld worden dat zij omzeggens eenparig het algemeen principe ervan onderschrijven maar problemen voorzien bij de uitvoering. Een chronologisch overzicht:

Op 25 januari 2012 verwelkomt ***de heer Hans-Peter Friedrich, minister van Binnenlandse Zaken van Duitsland,*** in een persmededeling het initiatief van de Europese Commissie. Hij voegt daar met betrekking tot het voorstel voor een verordening evenwel aan toe dat (1) een onderscheid gemaakt moet worden tussen privépersonen en de grote spelers, zoals *Google* en *Facebook*, (2) de vrijheid van meningsuiting niet in het gedrag mag komen, (3) de gegevensverwerking in publicitaire aangelegenheden geregeld moet worden en dat (4) de standaarden voor gegevensbescherming aan de concrete omstandigheden getoetst moeten worden. Daarnaast vreest de heer Friedrich voor grote problemen inzake de praktische toepassing van de ontworpen voorschriften inzake de verwerking van politiële en gerechtelijke gegevens[9].

Op diezelfde datum stelt ***de Europese Toezichthouder voor gegevensbescherming*** in een perscommuniqué dat het voorstel voor een verordening een grote stap voorwaarts betekent maar dat hij maar moeilijk kan begrijpen dat de Commissie niet in staat is gebleken de gehele problematiek in één enkele tekst onder te brengen[10].

---

[9] http://www.bmi.bund.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2012/01/datenschutz.html (in het Duits) - geraadpleegd op 15 maart 2012

[10] http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/webdav/site/mySite/shared/Documents/EDPS/PressNews/Press/2012/

Nog op diezelfde datum scharen de ***European Consumer Organisation (BEUC)*** [11], en het ***European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO),*** [12] zich volmondig achter het voorstel van Commissie.

Nog op 25 januari 2012 bestempelt de ***Business Software Alliance (BSA)***, de voorgestelde regulering als te rigide en een gevaar voor de technologische vernieuwing[13].

In een artikel van 27 januari 2012 maakt EurActiv bekend dat uit een informeel document van het ***US Commerce Department*** blijkt dat de Amerikaanse overheden bezorgd zijn over de ontworpen bepalingen[14].

In zijn *résolution européenne n° 105* van 4 maart 2012 brengt de ***Franse Sénat*** een negatief subsidiariteitsadvies uit over het voorstel van verordening. *In concreto* neemt deze assemblee aanstoot aan de veelvuldige bevoegdheidsdelegaties en aan het één-loket-principe[15].

Op 8 maart 2012 bereikt ons het afschrift van het advies dat de ***Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*** aan de voorzitster en aan de Europromotor van de commissie voor de Justitie van de Kamer richt. In dit document wordt gesteld dat de keuze van de Europese voor een verordening als rechtsinstrument niet strookt met het subsidiariteitsbeginsel "*in de mate dat deze (..) de thans bestaande verwerkingen van persoonsgegevens door de publieke sector in het geheel zou beïnvloeden of veranderen*". "*In het bijzonder*", zo gaat de redenering verder, "*moet gedacht worden aan het toezichtsmechanisme van de sectorale comités (..) die "machtigingen" voorzien vooraleer verwerkingen met persoonsgegevens kunnen uitgevoerd worden. Een dergelijke machtiging wordt door het nu voorliggende voorstel niet aanvaard*". Daarenboven vreest de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voor problemen met het gebruik van een unieke identificatie zoals het rijksregisternummer.

Op diezelfde datum verklaart de ***Working Party on Information Exchange and Data Protection (DAPIX),*** een werkgroep in de schoot van de Raad, het erover eens te zijn dat de huidige wetgeving aan een *update* toe is. Daarnaast wordt evenwel kritiek geformuleerd aangaande – onder anderen - (1) de gekozen vorm voor het initiatief (België heeft in dit raam een voorbehoud van onderzoek aangekondigd), (2) het groot aantal bevoegdheidsdelegaties aan de Europese Commissie, (3) mogelijke collusie met bestaande voorschriften (openbaarheid van documenten en persvrijheid), (4) de belangrijke rol van de nationale autoriteit en (5) het één-loket-systeem[16];

Nadere informatie

EDPS-2012-07_DPReform_package_FR.pdf (in het Frans) - geraadpleegd op 15 maart 2012

[11] *http://www.beuc.org/BEUCNoFrame/Docs/1/NACCJFLAGAPIDOGPFFMPCHLHPDWY9DBDGW9DW3571KM/BEUC/docs/DLS/2012-00048-01-E.pdf* (in het Engels) - geraadpleegd op 15 maart 2012

[12] *http://www.etno.be/Default.aspx?tabid=2464* (in het Engels) - geraadpleegd op 15 maart 2012 – van deze vereniging maken o.a. Belgacom, Orange en KPN deel uit

[13] *http://www.bsa.org/country/News%20and%20Events/News%20Archives/EU/2012/EU-01252012-digitalinnovation.aspx* (in het Engels) - geraadpleegd op 15 maart 2012 – BSA is een non-profithandelsorganisatie die de belangen van de softwaremarkt en hardwarepartners verdedigt en waarvan o.a. Adobe, Siemens en Intel deel uitmaken

[14] *http://www.edri.org/files/US_lobbying16012012_0000.pdf* (in het Engels) - geraadpleegd op 15 maart 2012

[15] *http://www.senat.fr/leg/tas11-105.html* (in het Frans) - geraadpleegd op 15 maart 2012

[16] Raadsdocument 7221/12 van 8 maart 2012 (in het Engels) - geraadpleegd op 14 maart 2012

De documenten van de Europese Commissie kan u raadplegen op:

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0009:FIN:NL:PDF
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0011:FIN:NL:PDF
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0010:FIN:NL:PDF

Met zijn brief van 14 februari 2012 deelt het Secretariaat-generaal van de Europese Commissie mee dat de nationale Parlementen over acht weken beschikken om hun eventuele **subsidiariteitsbezwaren** betreffende een of de beide ontworpen teksten te formuleren. Deze termijn verloopt op **10 april 2012**.

Eurovoc-descriptoren	
Mededeling	*persoonlijke gegevens - justitiële samenwerking EU - informatietechnologie - informatiemaatschappij - politiële samenwerking EU - eerbiediging van het privé-leven - gegevensbescherming*
Voorstel van verordening	*doorgeven van informatie - informatietechnologie - persoonlijke gegevens - digitalisering - elektronische overheid - informatiemaatschappij - eerbiediging van het privé-leven - gegevensbescherming - datatransmissie - elektronische handel - toepassing van informatica*
Voorstel van richtlijn	*doorgeven van informatie - gegevensbescherming - eerbiediging van het privé-leven - politiële samenwerking EU - justitiële samenwerking EU - strijd tegen de misdadigheid - misdaadbestrijding - persoonlijke gegevens*

Redactie: Carlos Demeyere – 16.III.2012 - tel. 02/549.81.33 – *carlos.demeyere@dekamer.be*